

Eleanor Breton



Publications (sélection)

2019. Co-direction du numéro "Injonctions réformatrices dans l'action publique" de la revue *Politix* ; co-auteure avec Gwenaëlle Perrier de « Politique des mots d'ordre réformateurs, le travail administratif face aux injonctions modernisatrices de l'Etat » dans ce même numéro.
2017. « "Simplifier" l'action publique locale ? Les coûts de la rationalisation des relations financières entre collectivités territoriales. Le cas de la contractualisation mise en place par un Conseil général français » in Vandelli (L.), Guérard (S.), dir., *L'impact de la crise économique sur les collectivités locales en Europe*, Editions Institut Universitaire Varenne, Clermont-Ferrand, p. 405-423.
2014. Compte-rendu dans *Sociologie du travail* de D. Demazière, P. Le Lidec (dir.), *Les mondes du travail politique. Les élus et leurs entourages*, Rennes, PUR, 266 p.
2014. « Répondre à l'appel (à projets). Récits d'un apprentissage silencieux des normes de l'action publique patrimoniale », *Politix*, 105 (27).

Eleanor Breton a rejoint le Lise en 2012 et a soutenu sa thèse en sociologie intitulée "La raison du territoire départemental. La contractualisation comme instrument de revendication d'une juridiction territoriale par les

conseils généraux. Le cas d'un conseil général (2001 2015)", sous la direction de [Marie-Anne Dujarier](#) (Université Paris 7, LCSP et Lise) et de [Brigitte Gaïti](#) (Université Paris 1, CESSP) en décembre 2019. Depuis septembre 2020, elle est post-doctorante au CEET dans le cadre d'une convention avec Météo-France. Sa recherche porte sur les réorientations des activités et de l'organisation de Météo-France articulées notamment à un changement scientifique et technique de modèle de prévision météorologique.

Ses travaux portent sur la dimension territoriale de l'action publique, les relations entre les niveaux de gouvernement, la réforme de l'Etat et des pouvoirs locaux, les instruments de l'action publique et le travail politico-administratif.

Sa thèse porte sur la contractualisation des subventions mise en place par les conseils généraux, à destination des collectivités locales infra-départementales. Ces politiques de territorialisation de l'action publique s'inscrivent dans des dynamiques de recomposition des rapports de pouvoir entre les collectivités locales. A partir d'une étude de cas, la thèse montre comment les « contrats de territoire » sont construits et mis en œuvre, dans les années 2000, comme des instruments devant permettre au conseil général, fragilisé par les réformes des institutions locales, d'exercer une emprise sur son territoire. La confection de règles, d'organisations du travail, de savoirs et d'outils statistiques et cartographiques, contribue à structurer une « raison du territoire » départemental. Ces ressources constituent pour le conseil général de nouveaux appuis qui lui permettent d'endosser un rôle d' « expert-prescripteur » de l'aménagement de son territoire. Les processus qui concourent à la revendication de cette juridiction territoriale par le conseil général sont saisis empiriquement à partir de l'analyse des multiples investissements matériels et idéels qu'elle suppose et des relations politico-administratives qui la trament. Cette approche à hauteur d'acteurs permet de mettre en évidence les rapports d'interdépendance et les asymétries qui configurent les relations politiques locales et de saisir les limites d'une telle entreprise. La thèse se situe à la croisée d'une sociologie de l'action publique « en train de se faire », et d'une sociologie du travail politique et administratif. Elle interroge ce que les instruments de gouvernance, comme la contractualisation, et les tentatives de contrôle politique qu'ils renferment peuvent nous apprendre sur les formes contemporaines de gouvernement local et d'inscription territoriale du pouvoir.

Elle a reçu le 1er prix du GRALE (Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe) pour son travail de thèse.

Après des études d'histoire et de science politique, elle est diplômée d'un M2 Recherche en science politique (Sociologie et institutions du politique) de l'Université Paris 1. Eléonor a été allocataire d'un contrat doctoral avec mission d'enseignement au Cnam (de 2012 à 2015) puis ATER. au Cnam (2015-2017). Elle a enseigné la sociologie des organisations, la sociologie du travail, la sociologie générale dans le cadre de différents diplômes délivrés par le Cnam. Aujourd'hui, elle enseigne notamment dans le master Politiques publiques et stratégies pour l'environnement à AgroParisTech.

Plus d'informations

[CV détaillé](#)

Communications (sélection)

« Se saisir de son territoire par la contractualisation de ses aides financières. La politique de soutien aux communes et EPCI des Conseils départementaux », *Colloque international IDEP 2016* (interdisciplinarité dans les études du politique) - La gouvernance multiniveaux au carrefour des disciplines, Marne-la-Vallée, 15-16 septembre 2016.

« When competition overrides collaboration. How contractual agreements in French local governments can reinforce hierarchical orders and leadership in a context of financial and political crisis », *24ème congrès de l'Association internationale de science politique*, Pozna (Pologne), 23-28 juillet 2016.

« Objectivation scientifique et enjeux de loyauté auprès d'agents d'une collectivité locale en contexte de participation observante », *Doctoriales de l'Association française de science politique*, Ateliers ETHNOPOL, Paris, 22 juin 2016.

« Prescrire pour exister. Expertise et nouvelle professionnalité dans l'action publique locale : le cas d'un Conseil départemental », *15èmes Journées internationales de sociologie du travail*, Athènes (Grèce), 11-13 mai 2016.

« Contractualiser les subventions attribuées par un Conseil départemental aux collectivités locales de son territoire : un instrument de volontarisme politique en situation de contraintes ? », *13ème congrès de l'Association française de science politique*, Aix en Provence, 22-24 juin 2015.

« The Tools of Retrenchment Policies. The Shaping and Uses of a "Policy Contract" in French Local Governments, between Legitimization and Depoliticization », *26ème conférence de la SASE (Society for the Advancement of Socio-Economics)*, Chicago, 10-12 juillet 2014.

["Répondre à un appel à projets. Ou comment s'effectue l'imposition discrète des normes de l'action publique"](#), Congrès de l'AFS, Nantes, 2. Sept. 2013.

Eleanor Breton

Docteure en sociologie

Thèmes

- Dimension territoriale de l'action publique
- Réforme de l'Etat et des collectivités locales
- Gouvernance multi-niveaux
- Pouvoir local
- Instruments d'action publique
- Travail administratif et politique

Contact

LISE-CNAM
Case 1LAB40
2, rue de Conté
75003 Paris

Mail

eleanor.breton@lecnam.net

<https://lise-cnrs.cnam.fr/le-laboratoire/les-membres-du-lise/eleanor-breton-616409.kjsp?RH=1382616075914>